



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Syrie

Question au Gouvernement n° 984

Texte de la question

JOURNALISTES FRANÇAIS ENLEVÉS EN SYRIE

M. le président. La parole est à M. Malek Boutih, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Malek Boutih. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères. Monsieur le ministre, je souhaiterais m'enquérir du sort des deux Français disparus il y a deux semaines en Syrie. Voilà maintenant douze jours que Didier François, grand reporter à Europe 1, et le photographe qui l'accompagnait, Édouard Élias, ont disparu alors qu'ils faisaient route vers Alep, où l'armée syrienne préparait un assaut majeur contre l'opposition. Je sais que, concernant les enlèvements, la discrétion est utile à celles et ceux qui agissent pour les retrouver. Pourtant, je crois important qu'ils sachent, là où ils sont, que la représentation nationale et le pays ne les oublient pas et attendent impatiemment de leurs nouvelles.

Ces deux journalistes, comme d'autres, ont pris des risques pour transmettre des informations, pour que nous sachions ce qui se passe dans le huis clos de la violence organisée par Bachar el-Assad. Si la diplomatie agit avec ses rythmes et ses méthodes, la presse, elle, use de sa liberté pour dire la vérité. Rappelons que ce sont des journalistes qui ont révélé l'utilisation de gaz toxique contre l'Armée syrienne libre. Les journalistes sont les témoins de la barbarie d'un dictateur prêt à tuer son peuple pour conserver le pouvoir. Ils deviennent alors aussi les témoins gênants du soutien d'autres nations qui, elles, livrent sans remords des armes pour massacrer les Syriens.

Dans un monde où tout change, la guerre, la violence et l'injustice ont toujours besoin du silence et de faire taire les journalistes trop curieux. Leur risque professionnel équivaut à un risque pris pour nous tous, démocrates attachés à la liberté des peuples. Voilà pourquoi je veux dire ici à Didier François et à Édouard Élias que nous ne les oublions pas et que nous attendons impatiemment leur retour. Monsieur le ministre, quelles informations pouvez-vous nous transmettre quant à leur sort ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères*. Monsieur le député, vous soulevez la question extrêmement délicate du sort des deux journalistes MM. François et Élias. Ils ont été enlevés il y a maintenant douze jours à côté d'Alep, dans une zone très périlleuse. Beaucoup de députés, sur tous les bancs de cet hémicycle, m'ont saisi de cette question, montrant ainsi le crédit dont disposent ces journalistes, comme d'ailleurs beaucoup d'autres. La règle, vous l'avez rappelé, c'est à la fois la détermination et beaucoup de discrétion. Le Président de la République a lancé un appel solennel pour que ces journalistes soient libérés. Les services de l'État, n'en doutez pas, sont absolument mobilisés dans toutes les directions car il y a plusieurs hypothèses possibles.

Au moment où je vous répons, je ne peux pas être plus précis dans les détails que je dois fournir. Sachez que

nous sommes en contact avec les familles, bien sûr, et avec la direction d'Europe 1, dont dépendent ces journalistes. Je conclurai, en étant sûr que vous comprenez la brièveté de ma réponse, en disant deux choses. Premièrement, le Gouvernement français utilise absolument toutes ses forces pour retrouver ces journalistes, de la même façon que nous sommes mobilisés pour retrouver tous les otages. Deuxièmement, je veux rendre hommage au courage des journalistes qui, dans des conditions très difficiles, font, en Syrie comme ailleurs, un travail remarquable. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP et sur plusieurs bancs des groupes UMP et UDI.*)

Données clés

Auteur : [M. Malek Boutih](#)

Circonscription : Essonne (10^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 984

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 juin 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 juin 2013](#)